

Le financement des investissements ne justifie aucun scénario de scission

Pourquoi la scission est une mauvaise idée ?

Scission et nouveau modèle de régulation ne vont pas de pair

La principale difficulté rencontrée par EDF concerne l'exposition aux marchés de gros provient des incertitudes à long terme sur le prix de l'électricité sur le marché. C'est ce qui lui permet -ou pas- de s'engager sur des investissements longs, avec un coût d'entrée important mais une durée de vie supérieure à quarante ans.

Le fait de procéder à l'isolement des activités nucléaires d'EDF ne lui apporte aucune garantie de prix, alors qu'il s'agit pourtant de la première urgence pour l'industrie électrique.

Avec une entité nucléaire isolée, comme dans le scénario UBS, «old EDF» devrait tout de même porter sur son propre bilan le renouvellement du parc nucléaire d'EDF ainsi que sa prolongation. En l'absence de garantie de recettes, cela signifie que l'endettement repartira inévitablement à la hausse. La situation serait au moins identique, sinon meilleure, dans le cadre d'un groupe EDF intégré. La scission n'est donc pas gage d'un meilleur financement des activités d'EDF, ni d'une meilleure structure financière pour les activités de production.

L'intégration des activités d'EDF lui permet d'ailleurs de ne pas être exposée totalement à ce risque par la diversification de ses activités (commercialisation, distribution...). Isoler les activités nucléaires au sein d'une entité distincte lui donne un profil de risque plus élevé.

Enfin, l'hypothèse d'une séparation des activités de commercialisation et de production signifie que la totalité de la production d'EDF serait soumise au prix de gros. Sur 444 TWh produits en 2017, 310 TWh sont commercialisés directement par EDF, dont 145 au tarif réglementé.

Jusqu'à 100 TWh peuvent par ailleurs être cédés via l'ARENH. Ainsi, dans l'hypothèse où l'entité qui produit l'électricité et celle qui la commercialise sont séparées, il est probable que le commercialisateur ne bénéficie plus d'un accès privilégié à la production du parc d'EDF.

La scission accentuerait donc l'exposition d'EDF aux prix de marché, alors que l'urgence est précisément de faire l'inverse.

Le scénario Natixis, pour sa part, régule le prix du nucléaire tout en actant la disparition du tarif réglementé. C'est donc un nouveau coup porté au consommateur.

Quelle que soit la solution finalement retenue, il est certain que la commission européenne souhaitera profiter d'une opération de scission pour rediscuter toute l'ouverture du marché en France, alors que les contentieux antérieurs ont été clos par la mise en place de l'AREHN (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique) et la suppression des tarifs réglementés jaunes et verts. Un exemple d'actualité le démontre : s'agissant de la mise en concurrence des concessions hydroélectriques, deux Ministres avaient ouvert la brèche (Jean-Louis Borloo en 2010 puis Ségolène Royal en 2015), dans laquelle la commission européenne s'est empressée de s'engouffrer pour exiger l'ouverture immédiate et totale à la concurrence des concessions hydroélectriques.

Ainsi, à défaut de nouveau modèle de régulation, notamment sur les prix, le risque est surtout une accentuation de la dérégulation du marché de l'électricité en France.

Privatisation et Service public ne sont pas compatibles

L'autre motivation, en particulier du scénario UBS, est de démanteler EDF pour en faire un produit plus «bankable». Mettre tous les actifs dont les prix sont garantis (Enedis, EDF EN, Dalkia dans une moindre mesure) dans une entité dite «new EDF» et en céder 20 % à la bourse. Il va sans dire que ce type d'actifs, régulés, attirent les appétits des financiers qui voient une aubaine d'avoir des revenus totalement garantis, un dividende régulier et un coût d'endettement en nette baisse

Dans le scénario Natixis, si le modèle de scission..

n'est pas le même, il s'agit bien de vendre également 8 % du capital d'EDF à la bourse. Accroître l'ouverture du capital d'EDF et «rendre la mariée plus belle» avant une telle opération pour remplir les caisses de l'Etat pourraient être une motivation.

Alors, pourquoi une scission : s'agit-il de renforcer le service public ou de maximiser la valeur financière d'EDF ?

Ces scénarios ne répondent pas aux enjeux industriels

L'ensemble de ces scénarios ne répondent pas aux besoins du service public de l'électricité. Ils ne sont d'ailleurs pas aboutis loin de là. Les modalités de transfert du parc nucléaire dans le scénario Natixis n'est pas décrit. Côté UBS, rien n'indique comment le parc se finance ou se refinance dans les décennies à venir, alors même qu'il intervient dans un marché davantage dérégulé.

La question du développement concret de l'entreprise est toujours posée dans ces scénarios. L'avenir de l'ingénierie, les activités internationales et en particulier l'entité qui porterait les projets nucléaires neufs à l'étranger ne sont pas traités.

Un démembrement d'EDF aurait également un coût certain (désorganisation, refonte des systèmes d'information, déménagements, reconstitution d'équipes en particulier pour les fonctions mutualisées).

EDF a déjà vécu ce type de désoptimisation lors de la création du RTE, la séparation avec Gaz de France ou la naissance d'Enedis. Le coût total de ces trois opérations successives n'a jamais été chiffré par les pouvoirs publics. En 2013, pour les seuls systèmes informatiques, la CRE a estimé que la duplication de ceux-ci avait coûté 84 millions d'euros.

Un autre sujet d'importance, d'ordre organisationnel est également posé : de nombreuses entités d'EDF travaillent simultanément pour toutes les activités : fonctions supports (RH, achats, comptabilité, système d'information), ingénierie, recherche et développement, planification et gestion du périmètre d'équilibre (DOAAT). Des complémentarités techniques existent également entre l'hydraulique et le nucléaire (refroidissement des eaux, renvoi de tension) ou encore le rôle d'ajustement essentiel du thermique à flamme. Démanteler, c'est fragiliser ces coopérations indispensables pour assurer la continuité de l'approvisionnement.

La FNME CGT considère en conséquence que ces projets de scission sont extrêmement dangereux. L'exercice de simulation réalisé par les banques d'affaires montre bien le caractère complexe et inabouti de tels projets. Ils créent davantage de problèmes qu'ils prétendent en résoudre. Le renforcement du service public doit être la seule boussole du gouvernement !